



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

Le capitularde du 7 février 1934 réalise un coup d'Etat

Pas de "grève de 24 heures" ! Pas d'avertissement platonique !

Balayez Daladier par la grève générale

Alliance des révolutionnaires pour

bâtir, armer et unir les soviets

d'ouvriers, de paysans et de soldats



Pour la première fois en France, au cours de la législature ayant une majorité de Front populaire, le Gouvernement emploie les gaz pour chasser les ouvriers en grève. Daladier fait annoncer le même jour qu'il assure le Ministère de l'Intérieur. Celui qui capitula le 7 février 1934 devant les fascistes entend agir « vite et fort » contre les prolétaires.

L'évacuation de l'usine Renault, ce n'est pas qu'un épisode tragique d'un conflit de classe, comme il y en eut souvent dans l'histoire du prolétariat. L'évacuation de l'usine Renault fut menée avec violence, volontairement, sous les ordres de Daladier, homme du capitalisme français, qui estime le moment venu de procéder à des opérations politiques de grande envergure.

Le coup d'État.

Voici moins d'un an, quand les ouvriers de chez Goodrich occupaient leur usine,

Chautemps, radical tout comme Daladier, déclara à ceux qui le pressaient de faire respecter la propriété capitaliste : « Croyez-vous que soit venue l'heure des mitrailleuses ?... » Les gouvernants n'estimaient pas possible à cette époque de recourir à des mesures aussi violentes ; l'expérience de juin 36 n'était pas tant effacée, la classe ouvrière venait de déborder momentanément ses vieilles directions ; il fallait attendre... L'évacuation fut obtenue au bout de quelques jours, avec l'aide des dirigeants syndicaux.

Mais, en un an, la situation du capitalisme français s'est aggravée et elle lui impose des mesures frappant lourdement les masses travailleuses ; il lui faut obtenir une production plus grande à meilleur marché ; il lui faut s'orienter sur la route déjà prise par le capitalisme allemand, celle du fascisme... L'opération ne peut se faire d'un coup ; on va procéder à un premier coup de force, à un coup d'Etat sans 6 février, concentrant les pouvoirs dans un petit nombre de mains, s'appuyant sur l'armée, la police, utilisant un système de répression accentué, restreignant considérablement les libertés démocratiques, avant de les supprimer complètement. C'est à cette tâche que s'attelle Daladier ; le Parlement ne l'inquiétait guère, car celui-ci ne pouvait retrouver de vie que pour enrober un fort mouvement de masses. La victoire de Billancourt lui permet de parler encore plus fort.

Les responsables.

Ce n'est pas cela, le Front populaire, vont dire les dirigeants du Parti Socialiste, du Parti Communiste et de la C.G.T. Allons donc !

Qui peut être surpris de l'attitude des radicaux ? Qui ne pouvait pas prévoir, le 14 juillet 1935, quand Daladier, le poing levé, défilait de la Bastille à la Nation, qu'il n'hésiterait pas, le moment venu, à mitrailler les travailleurs qui le suivaient ce jour-là ?

(Suite page 4.)

Le Parti Communiste Internationaliste et les luttes en cours

(Déclaration du Secrétariat du P. C. I.)

CEUX dont toute l'orientation politique est une provocation — réformistes sans réforme, stalinien sans révolution — dégagent leur « responsabilité » de la résistance héroïque des ouvriers aux décrets-lois réalisant le coup d'Etat de Daladier.

Ainsi qu'en Juin 1936, l'alibi trotskyste est tout prêt. Après avoir déclenché de façon équivoque un mouvement, réformistes et stalinien, pour le torpiller, pour « terminer une grève », promettent l'action pour le lendemain en étranglant l'action du jour même. A ce moment, des ouvriers perçoivent la trahison dont ils sont l'objet ; y résistent : dans leurs rangs se forme une avant-garde qui combat l'Etat bourgeois et fait revivre l'héroïque tradition du prolétariat français.

Les trotskystes, qui, la veille, n'étaient qu'une « petite secte qui ne représente rien » deviennent alors l'hydre aux multiples têtes. Chez Renault, ils lancent des boulons... Chez Blériot, ils ont voulu déclencher le mouvement... Chez Hutchinson, ce sont eux qui l'ont déclenché... Chez Citroën, aux Epinettes, à Javel, à Saint-Ouen, il faut les démasquer.

Déjà, comme en Juin 1936, la presse bourgeoise emboîte le pas à ses valets réformistes et stalinien.

La politique de trahison et de provocation des réformistes et des stalinien, nous n'en portons pas la responsabilité.

Notre doctrine est celle de Marx, de Lénine et de Trotsky. Le but de notre lutte, c'est l'insurrection armée des travailleurs. La conduite de l'insurrection est un art ; la grève est un sérieux combat dans la voie de l'insurrection. L'insurrection ni la grève ne peuvent vaincre s'il n'existe pas dans la classe ouvrière une démocratie à chaque phase du développement de la lutte et une organisation de cette démocratie : le Soviet, et s'il n'existe pas une direction : le Parti révolutionnaire.

Les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier agissent de telle sorte que c'est à travers des combats dispersés, désorganisés, sans objectif, que des couches importantes de travailleurs prennent conscience de la nécessité de cette lutte sérieuse pour l'insurrection pour abattre l'Etat bourgeois.

Quand la classe ouvrière résiste aux provocations du capital et aux capitulations stalinien, les militants du Parti Communiste Internationaliste sont, avec les ouvriers, en tête de leur résistance. Ils dégagent les leçons pour que la défaite provoquée par les hommes de la II^e et de la III^e Internationales soit la moins coûteuse possible pour la classe ouvrière et ses militants révolutionnaires et serve au regroupement de l'avant-garde prolétarienne.

Tel est le sens et le contenu de notre lutte ; telles sont les raisons pour lesquelles nos militants gardent, malgré les calomnies, leurs postes de combat. Telle est aussi la signification de notre solidarité inébranlable avec les ouvriers révolutionnaires qui luttent et subissent la répression à l'heure présente.

Entre les ouvriers héroïques, désarmés par la politique du Front populaire et résistant à coups de boulons et de barres de fer aux gaz et mitrailleuses de la garde mobile, et les dirigeants communistes et socialistes, les élus à la Morizet et Costes qui ont voté les budgets de cette police et de son armement, nous n'hésitons pas : nous sommes solidaires de l'armement des ouvriers.

Chez Bloch

"Le salon de l'aviation" passe avant la grève pour les dirigeants du syndicat

Mercredi soir, assemblée générale de l'usine Bloch. Plus de 350 présents, donc une assez bonne assistance.

Le secrétaire fait un rapport assez court. Il dénonce les décrets-lois, en signale le contenu et appelle à suivre les décisions prises à Nantes par la C.G.T.

Parmi diverses interventions de camarades, l'un d'eux vient exposer qu'il faut savoir pourquoi les décrets-lois ont pu survenir afin de savoir comment lutter contre eux. Il montre que les organisations ont déjà accepté toute une série de décrets-lois, l'arbitrage obligatoire, des dérogations nombreuses (de l'arbitrage Jacomet ; aussi pendant la crise de septembre). On disait « à situation nouvelle, politique nouvelle » et l'on s'est plongé dans la collaboration de classes et la défense nationale. Pour appuyer Hutchinson en grève, pour briser les décrets-lois, il faut autre chose qu'une grève de 24 heures. Ce camarade préconise la grève générale jusqu'à satisfaction, afin d'obtenir le contrôle ouvrier dans les entreprises, seul moyen d'empêcher les patrons d'appliquer les décrets-lois.

A la suite de cette intervention, plusieurs membres de la cellule stalinienne prennent la parole. Il ne s'agit plus de lutter contre les décrets-lois et Daladier, mais d'attaquer perfidement et calomnieusement le camarade qui a dénoncé la politique de collaboration de classes. En plus de calomnies méprisables, on peut relever quelques « arguments » curieux.

Le contrôle ouvrier, ce serait de la collaboration de classes. Les stalinien ne conçoivent plus que des délégués élus par les ouvriers puissent vouloir connaître les « secrets » des entreprises.

La grève générale non limitée ? Mais ce serait très grave, ça mènerait à la révolution ; on aurait la police contre nous ; on connaît le but de ces gens-là : ils veulent les Soviets. Mais, camarades qui suivez le parti stalinien, n'avez-vous pas pour un très grand nombre accepté, en 1936, le tournant du P.C. parce que sa nouvelle politique devait permettre d'arriver plus facilement au but ; on devait faire plus aisément les Soviets, avec le concours de tout le monde, sauf les 200 familles et y compris la police (la police avec nous !)

Ils sont là les résultats de la manœuvre habile ; on allait bras dessus bras dessous avec Daladier, aujourd'hui on mendie dans son entichambre tandis qu'il envoie gardes-mobiles et flics.

Mais un « responsable » a compris que les travailleurs sont favorables à une action réelle et non à une démonstration vaine. Aussi se prononce-t-il pour une grève illimitée, mais il explique qu'à la C.G.T. le Syndicat des Métaux rencontre de la résistance. Il invoque les débats de Nantes ; or, à ce congrès, il n'y eut aucune divergence, mais unanimité sur les décisions envers les décrets-lois. Il fait procéder à trois votes sur des déclarations verbales :

a) Tout pouvoir à la C.E. pour déclencher la grève au moment où elle le jugera utile ;

b) Pas de travail samedi (récupération du 11 Novembre), mais la récupération se fera plus tard ;

c) Demande à la Fédération de faire pression sur la C.G.T. pour mener la grève jusqu'au bout.

Et, après cela, il propose une motion écrite dans laquelle on trouve toutes sortes de choses, mais il n'est plus question de grève non limitée. La résolution écrite — celle qu'on publiera et qui est passée après plusieurs autres simples — approuve la motion confédérale (où il n'est même pas question de grève générale), parle de la venue de Chamberlain, de celle prévue de Ribbentrop. C'est une façon de préparer la grève qui est très déplorable. On ne concentre pas l'énergie des travailleurs ; on ne leur fixe pas des buts précis ; on ne leur demande pas de se prononcer dans la clarté. La calomnie contre les opposants révolutionnaires ne supprime pas du tout l'inquiétude chez des camarades moins avertis qui ont le sentiment justifié qu'ils sont manœuvrés. Certes, ils ne deviendront pas pour cela des complices du fascisme, mais les conséquences sur le mouvement ouvrier d'un tel état de choses, c'est la mise

NOTRE PERMANENCE : CHAQUE SOIR, 49, FAUBOURG SAINT-MARTIN, DE 19 A 20 HEURES.

Téléphone : NORD 46-34

Demander M. PIERRE, de 19 h. 30 à 20 h. 30.



en infériorité des travailleurs devant la réaction et le fascisme.

**

Jeudi après-midi. Ordre de débrayer. Immédiatement suivi par les camarades de Courbevoie. Quelques heures plus tard, les gardes-mobiles arrivent, enfoncent une porte avec un camion. Les « responsables » font un barrage entre les cognes et les travailleurs, obtiennent des forces de la bourgeoisie de demander eux-mêmes l'évacuation aux ouvriers, obtiennent ensuite des travailleurs cette évacuation.

Au moment où l'ordre de grève est donné à Courbevoie, il y avait à Paris, achevant les préparatifs du « Salon de l'Aviation » une trentaine d'ouvriers de chez Bloch. Aussitôt, dans l'après-midi, se pose pour eux la question de faire grève et aussi d'alerter les travailleurs des autres boîtes qui sont au Grand-Palais. Sur ce dernier point, aucune possibilité, car la plupart des maisons ont terminé leurs préparatifs. Pour Bloch, les ouvriers envoient deux camarades à l'usine demander des instructions, mais ces camarades sont happés par les esures d'occupation, puis d'évacuation. Ils s'adressent au Syndicat pour demander des directives. Là-bas un bureaucrate, Castanié, répond : on vous donnera des instructions demain ! Mais le Salon sera ouvert demain ? Aucune instruction ne viendra du Syndicat et le groupe des camarades, au Grand-Palais, isolé de l'ensemble de la boîte, ignoré par le Syndicat, décide de terminer le Salon.

Voilà comment commença le premier jour de grève chez Bloch, l'usine qui, en mai 1936, occupa la première, dix jours avant le grand mouvement de juin 36.

Vendredi matin. Assemblée des grévistes.

Guillot, de la section syndicale des métaux de Courbevoie, déclare qu'il est impossible de continuer le mouvement, car il n'y a pas l'appui de la C.G.T. et de certaines Fédérations qui ne soutiennent pas le mouvement. Il faut donc se replier, dit-il, comme l'ont fait les ouvriers de chez Blériot qui, selon ses déclarations, auraient, la veille, dans la nuit, voté la reprise du travail pour ce matin.

Ces paroles ont soulevé un tollé. Diverses interventions s'éprononcèrent pour la continuation du mouvement. Sur question demandant aux responsables de l'usine de faire connaître leurs positions et de dire dans quelles conditions ils ont été amenés à donner l'ordre de grève, un responsable du parti communiste (pieds et poings liés depuis plus de 10 ans à l'appareil central de ce parti et à toutes ses fluctuations, tournants et cabrioles), intervint tout de suite pour donner le ton à ceux qui allaient répondre ultérieurement. Il commença par demander le calme, de permettre à chacun de s'exprimer sans injures (ultérieurement il oubliera ces déclarations pour donner le signal de l'obstruction).

Et il déclare ceci : j'ai voté la grève hier, mais la situation n'est plus la même aujourd'hui et je suis pour la reprise.

Puis le secrétaire intervint et, après une charge à fond contre les autres Fédérations, il opina dans le même sens. Il s'en prit à Belin qu'il veut confondre avec les « trotskystes ». Il préconise aussi la rentrée qui permettra de repartir pour la grève de 24 heures.

A nouveau, le camarade qui avait posé la question embarrassante reprit la parole, montra que la grève de 24 heures n'avait aucune valeur, dénonça les dirigeants qui, après avoir apporté leur « appui moral » aux grévistes, les désavouent dans le même communiqué. C'est à ce moment qu'ils ont fait de l'obstruction et ont enlevé la parole à ce camarade.

Sur la reprise, il y eut deux votes où les responsables furent mis en minorité ; ce n'est qu'à la troisième reprise, après toutes sortes de manœuvres, qu'ils ont obtenu la reprise par 445 voix contre 232 et 17 abstentions.

Une délégation se présente à 13 h. 30 pour que la reprise puisse se faire aussitôt.

Les camarades qui voulaient poursuivre la bataille et qui ont compris la trahison dont la classe ouvrière est victime doivent se grouper et former une minorité révolutionnaire.

La résistance ou contre l

L'évacuation ch

RENAULT — Dernières informations

LES ouvriers ne veulent absolument pas accepter les 6 jours de travail par semaine qu'on veut leur imposer.

La totalité de l'usine, sauf l'atelier « O » (aviation) et l'atelier « 26 » (chars) colaf, était pour un mouvement de grève.

Ces 2 ateliers se sont refusés à bouger. Rien d'étonnant, si l'on sait que les ouvriers de ces ateliers ne sont même pas syndiqués et sont probablement recrutés par le patronat comme cadres fascistes de l'usine.

La police a donc pu pénétrer (par les bureaux de la direction, l'atelier « O », et l'atelier « 26 »). Ils n'ont pu, police, garde mobile, etc... pénétrer avec facilité. En effet, nous étions décidés à nous battre jusqu'à la mort. Les copains avaient soudé des portes, mis des lances en batterie, jetaient à la tête des gardes mobiles tout ce qui leur tombait sous la main, boulons, morceaux de fonte ; en reculant, ils éteignaient la lumière et bombardaient les gardes mobiles qui avançaient avec leurs mitrailleuses sur l'épaule.

Montés sur les toits, ils voulaient faire basculer des bonbonnes d'acide. Chaque souterrain avait vu s'édifier de solides barrages.

Au piquet de la porte du secteur « Colaf », 15 ouvriers du piquet de grève furent attaqués par 80 croix de feu qui durent reculer devant la résistance énergique des ouvriers qui les recevaient à coups de barres de fer. La porte fut également bloquée par les prolos.

Devant quelques portes, des camions-citernes à essence avaient été placés pour les faire sauter, le cas échéant, dans l'île Seguin.

C'est sur l'ordre de Costes que le « calme » fut rétabli. La réunion fut houleuse. Costes et Morizet hurés. Les ouvriers réclamaient la grève générale pour toutes les usines. Costes fut copieusement engueulé par les ouvriers qui ne lui ménagèrent pas les épithètes de traite et autres ; mais malgré tout, la majorité se trouva démoralisée devant l'attitude misérable de ces dirigeants sur lesquels ils comptaient pour continuer la lutte. C'est ce qui permit à la police et aux gardes mobiles de triompher.

Sans la trahison éhontée de Costes et Cie, jamais un garde mobile n'eût pu mettre un pied dans l'usine. La première attaque aux gaz lacrymogènes eut lieu au secteur « Colaf ». Les gardes mobiles lançaient leurs bombes des toits. Plusieurs ouvriers furent blessés par les vitres qui tombaient sous l'éclatement des bombes.

Il n'a pas fallu moins de 7.000 gardes mobiles pour faire évacuer l'usine. Cette force leur permit de couper les ateliers les uns des autres, de morceler le mouvement pour mieux le réduire. Pourtant, ils n'étaient pas



du tout sûrs d'eux. La peur les tenaillait, malgré leur armement. Beaucoup d'entre eux furent blessés ; malheureusement, autant et plus d'ouvriers furent atteints.

"La Commune" arme des exploités, sera

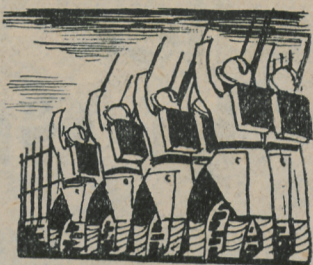
POUR faciliter la pénétration dans les entreprises de nos mots d'ordre, pour permettre à tous les travailleurs de suivre de plus près les événements du mouvement ouvrier et leur développement, nous avons donné, en sortant deux numéros spéciaux de « La Commune », cette semaine, sur une page, bien malheureusement, une arme aux ouvriers, maniable et facile à diffuser.

Ce numéro, tiré à un petit nombre d'exemplaires, a été réservé à la diffusion dans les usines ; il n'a pas été envoyé aux abonnés ou mis en vente dans les groupes.

Notre tâche consiste chaque jour à participer aux luttes, à soumettre notre opinion à nos frères de classe, pour leur permettre de faire leur choix dans les moyens de libération, dans les programmes.

Aujourd'hui, la résistance ouvrière aux décrets-lois du gouvernement bonapartiste Daladier-Reynaud met à l'ordre du jour, dans toute son ampleur, comme tâches

Ouvrière et les décrets-lois



chez Renault

CE MATIN

A 9 heures, à la salle Lucien, à Boulogne, il y a eu une réunion de tous les ouvriers de Renault... Timbault promet la grève générale. Le centre syndical de la rue de Meudon était fermé par la flicaille. Aucun moyen d'y accéder. Les femmes cherchent après leurs compagnons. Beaucoup ont été arrêtés ; d'autres sont à l'hôpital.

Les gars discutent beaucoup. Il y a les défenseurs de la « retraite stratégique », il y a aussi les copains comme nous qui pensent que si la direction ouvrière avait été conséquente avec l'occupation, toute la classe ouvrière de France se serait levée pour défendre Renault ; mais les Costes et les Morizet ont attendu une



heure la « réponse du Ministre » dans un doux fauteuil chez le commissaire de Boulogne. Pendant ce temps-là, les coups de crosse pleuvaient même sur les gars massés pour sortir, et la voiture à gaz de la préfecture était sous pression.

La réponse ne vint pas, mais le commissaire annonça que force restait à la loi... à Morizet qui avait accepté de livrer les « meneurs ».

La masse des ouvriers voulait combattre, la direction nous a désorientés. Une minorité a résisté. Les gars parlent de grève générale, et le lendemain. Est-ce le premier pas de la révolution ou la soupape de sûreté ?

Morizet, Costes et les arrestations

Morizet raconte les démarches que Costes et lui ont faites. Citons l'« Œuvre » :

« Nous avons vu le commissaire de Boulogne et nous lui avons fait part de nos intentions. Celui-ci nous a fait quelques objections :

» Nous ne voulons pas de sortie de ce genre, nous a-t-il dit, car nous désirons opérer un tri. Nous avons eu des blessés et nous désirons arrêter les coupables.

» On a jeté des boulons sur nos hommes.

J'ai fait observer au commissaire que si l'on voulait arrêter les coupables, quel 'on connaissait d'ailleurs, il serait facile de le faire le lendemain matin et que ce qu'il préconisait conduirait à des incidents.

Il est parti en disant qu'il allait rendre compte de notre entretien.

Dans un bureau, nous avons attendu son retour une heure.

Ainsi, messieurs les élus trouvent qu'il y a des « coupables » que l'« on » connaissait. Coupables de quoi, les ouvriers ? De s'être défendus. Et qui est cet « on » qui connaissait les ouvriers ? Messieurs Morizet et Costes sont toujours en bons termes avec le commissaire de police.

Commune", sera soutenue par eux

centrales, la FORMATION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE et la création des CONSEILS D'USINES.

C'est pour ces tâches que nous faisons appel au concours de tous les militants révolutionnaires.

A TOUS DE NOUS APPORTER LEUR APPUI.

Que nos correspondants ouvriers fassent diligence pour nous fournir les renseignements sur leur région, sur leur lieu de travail.

En diffusant largement et régulièrement notre journal dans les usines, maisons, dans les bourgs, dans les casernes.

En souscrivant et en faisant souscrire, s'abonner et abonner ses amis et connaissances, nous venir en aide financièrement... car trop souvent notre action est handicapée par le manque de ressources.

Faites le maximum d'efforts pour faire entendre la voix des bolchevicks-léninistes, qu'aucune répression ne pourra faire taire.

Chez Lioré à Argenteuil

Réunion générale jeudi soir où assistaient 800 à 1.000 gars combattifs. Interventions d'un délégué de la Fédération des Techniciens, de Hamel et de Lefèvre. Discours ultra-gauchistes pour tromper les travailleurs en leur faisant voter le principe de la grève générale mais sans leur indiquer de date ni de durée.

Les ouvriers n'ont rien compris à toutes ces manœuvres infectes qui consistent uniquement à freiner leur lutte et à rendre totalement inefficace tout mouvement.

Chez Farman

Mercredi soir, assemblée générale. Les ouvriers sont prêts à l'action. Ils savent que Renault, Caudron ont débrayé.

Mais les « responsables » viennent dire : discipline, discipline, attendez les ordres ; et la grève est retardée pendant que gouvernement et patrons ont le temps de prendre leurs dispositions.

Entrée chez Panhard

Vendredi matin, les ouvriers stationnent devant l'entrée de l'usine et commentent l'évacuation de chez Renault faite avec des gaz lacrymogènes.

La colère est grande. Les ouvriers n'ont pas envie de se mettre au travail ; une telle provocation nécessite une riposte. Et voici les gardes mobiles qui interviennent, poussant les ouvriers dans l'usine.

Ces mêmes gardes-mobiles viendront-ils bientôt opérer la sortie de l'usine comme ils l'ont fait chez Renault ? Les provocateurs, ce ne sont pas les militants révolutionnaires qui veulent mener une lutte vigoureuse, mais ceux qui brisent l'élan des ouvriers par des appels continus au calme en face des agressions gouvernementales.

Grève chez St. Chamond Granat

Les ouvriers se sont mis en grève par solidarité avec quelques camarades d'entre eux qui avaient été renvoyés. La grève continue encore ce matin.

A la réunion des ouvriers de chez Bloch, où ils assistent, ils furent surpris et dégoûtés des interventions des dirigeants qui ont demandé aux ouvriers de chez Bloch de reprendre le travail cet après-midi à 1 h. 1/2. L'indignation était vive parmi tous les ouvriers.

chez Citroën-Epinettes

Jeudi soir. Assemblée générale. En principe, les ouvriers se prononcent pour la grève et l'occupation. Mais les responsables, Berody en tête, ne prennent pas l'initiative de déclencher le mouvement dans cette usine, bien que Citroën-Clichy ait débrayé, ainsi que Renault, etc., l'ont fait sur leurs ordres.

A Citroën-Epinettes, il faut être « discipliné » aux directives du Congrès de Nantes de la C.G.T. Dans cette confusion, il y a danger que des ouvriers aillent travailler samedi matin.

Nous voulons la grève, mais pas pour 24 heures, et pas dirigée par ceux qui ont trahi en mars dernier et qui, maintenant, lancent et arrêtent des mouvements de façon provocatrice, sans perspectives et sans orientation. Il faut créer un Conseil d'usine, élu dans l'assemblée générale de tous les travailleurs, pour prendre la direction de la bataille.

La grève Hutchinson

La grève démarrée avec enthousiasme, comme nous l'avons longuement décrit un gréviste de cette boîte, a reçu un coup des responsables à la Carasso. Depuis, le mouvement reste stationnaire.

Dans le Nord

Dans la région de Valenciennes, beaux exemples de combativité prolétarienne. Les mineurs empêchent les trains de partir, les femmes s'opposent à l'entrée des gardes mobiles dans la ville.

A l'assemblée des cadres de la région parisienne

Mercredi soir, rue d'Angoulême, salle comble. C'est Hénaff qui fera le rapport de l'Union des Syndicats parisiens. Il parle tant et plus pour dire, devant une salle de militants qui voulaient des décisions d'action, que la déclaration adoptée au Congrès de la C.G.T. ne dit pas les choses telles que la région parisienne les aurait voulues. Mais elles y sont entre les lignes. On ne dit pas : grève générale, mais ça ne fait rien ; nous savons, dit Hénaff, que la grève générale sera.

Il laissa entendre que ce ne sera pas une grève limitée dans le temps, il indique le jour : lundi, il dit que tout fera grève, les commerçants fermeront boutiques, les transports ne fonctionneront pas. Ce sera une grève générale insurrectionnelle, mais pas une grève générale révolutionnaire. Qu'est-ce que ça veut dire ? Il est vrai que Hénaff n'aura pas la difficulté de devoir répondre à des questions, car il n'y aura pas de débat. D'ailleurs, il n'y a pratiquement jamais de débat dans ces « assemblées de cadres ».

L'objectif de cette prétendue grève insurrectionnelle non révolutionnaire, c'est... la conclusion de nouveaux accords Matignon.

Enfin, en attendant de faire une grève de cet ordre, l'Union des Syndicats parisiens renonce à faire la manifestation de rue du 26 novembre, car la police l'interdit, et elle se bornera à 4 meetings.

**

Pour remplir la réunion, ce sera un exposé d'une heure de Simone Téry sur l'Espagne, qui vendra son bouquin « au profit de l'Espagne ».

**

Nous verrons comment l'Union des Syndicats va appliquer la politique du P.C. pour empêcher la résistance ouvrière de mettre en danger le régime capitaliste.

Freinage au Central télégraphique

Les travailleurs de l'Etat, comme l'ensemble des prolétaires, attendaient avec impatience du Congrès de Nantes le signal de la lutte directe contre les décrets-lois de Daladier-Reynaud.

Le problème de l'organisation immédiate de la contre-offensive ouvrière fut écarté dans beaucoup d'établissements, car de nombreux camarades avaient encore des illusions dans la direction véreuse de la C.G.T. et ils croyaient que celle-ci donnerait immédiatement l'ordre de la grève générale.

C'est ainsi qu'au Central Télégraphique de Paris, la direction des sections syndicales de la C.G.T., se faisant l'instrument involontaire des éternels freineurs de la volonté de lutte des masses laborieuses (Jouhaux et consorts), a, au cours d'une réunion, repoussé des propositions pratiques d'organisation, à savoir :

a) La convocation d'une Assemblée générale de tout le personnel afin de permettre aux travailleurs de décider de leur action ;

b) D prendre liaison avec les exploités du 7^e arrondissement pour organiser et élargir la lutte.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser juguler par la bourgeoisie et ses valets ; de partout, ils exigent la tenue d'Assemblées générales pour voter la grève, prendre les mesures d'organisation et de précaution (occupation, liaison, ravitaillement, etc...) et élire leurs « Comités d'entreprises ».

Pourquoi ? Comment ?

EN JUN 36, pendant l'occupation des usines, ton élan fut arrêté (« il faut savoir terminer une grève ») et tu n'as pas été amené à PRENDRE LES USINES.

EN DECEMBRE 37. JANVIER 38, contre la grève étendue à l'appel de la sirène Goodrich, le gouvernement renonça à employer les gardes mobiles pour évacuer les usines et, après évacuation de l'usine et promesse de « NEUTRALISATION », l'arbitrage obligatoire accabla les grévistes de chez Goodrich.

EN MARS-AVRIL 38, les métallos parisiens furent divisés ; l'aviation accepta les 45 heures de la sentence Jacomet.

Comment, pourquoi les conquêtes de juin 36 ont-elles été perdues ?

Lis nos brochures :

- 1) FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? (La Grève générale de juin 36).
- 2) LA GREVE GOODRICH TRAHIE.
- 3) « LA BÊTE TROTSKYSTE » EXPLIQUE AUX METALLOS POURQUOI ET COMMENT LES QUARANTE HEURES ONT ÉTÉ ABANDONNÉES. (La grève du 24 mars au 16 avril).

Balayez Daladier par la Grève Générale

(Suite de la page 1)

Il faut chasser Daladier, il faut briser l'offensive capitaliste et gouvernementale, il faut écraser le coup d'Etat qui s'opère. Mais, pour pouvoir le faire, il faut savoir quels sont ceux qui ont amené les ouvriers à cette situation. Les responsables, ce sont ceux qui ont donné, en 1935, aux radicaux tarés et discrédités par leur passé, un brevet d'honorabilité pour l'avenir ; ce sont les dirigeants du P.C., du P.S. et de la C.G.T., en qui les masses avaient confiance.

Aujourd'hui, après l'évacuation de chez Renault, les responsables stalinien, qui ont la responsabilité du déclenchement des diverses grèves, sonnent la retraite en cherchant à rejeter les responsabilités sur d'autres.

Le communiqué du Syndicat et de la Fédération des Métaux, après un premier alinéa donnant un salut aux grévistes, les désavoue dans l'alinéa suivant en condamnant les mouvements « prématurés » ; dans l'« Humanité », Darnar prononce la même condamnation. Or, les mouvements ont été déclenchés par les stalinien et rien que par eux. Ils déclarent, dans certains cas, que ce sont les « trotskystes » qui ont déclenché la grève ; ils mentent une fois de plus. Chez Renault et dans les autres boîtes, ce sont les délégués, contrôlés et commandés par le Parti Communiste, qui ont ordonné la grève. Les stalinien voulaient non pas défendre les intérêts agressés de la classe ouvrière, mais utiliser le mécontentement des masses contre les décrets-lois pour faire une pression sur la politique extérieure du Gouvernement. C'est le renouvellement de l'opération faite avec les métallos parisiens, en mars-avril 1938. C'est pour faire pression contre la venue de Ribbentrop qu'ils se sont empressés d'agir chez Renault. Mais devant les actes gouvernementaux, craignant de pousser une résistance qui pourrait déborder les cadres du régime capitaliste, ils cherchent à couvrir leur retraite en accusant Belin et Cie, certaines Fédérations de la C.G.T.

Stalinistes et belinistes

Ce n'est pas chez nous que Belin et autres trouveront des défenseurs ; ces hommes, nous les avons toujours stigmatisés comme les agents de l'impérialisme français dans les rangs ouvriers. Mais Belin et Cie, tout comme Jouhaux, n'ont repris du crédit auprès de larges couches ouvrières que le jour où les stalinien sont passés sur les positions de collaboration de classe. Belin et autres ne veulent pas lutter, mais les stalinien portent autant et plus de responsabilité qu'eux.

Qui a voté depuis trois ans les budgets de guerre ? les budgets de gardes mobiles ? les budgets qui ont servi à construire et à entretenir ce matériel ultra-moderne, ces voitures à gaz lacrymogènes ? Les socialistes et les communistes.

Qui a envoyé quelques milliers de travailleurs, membres du P.C. et du P.S., dans les rangs de la police, et qui a donné ainsi à la bourgeoisie des troupes contre les ouvriers ? Qui a endormi les ouvriers avec la formule « La police avec nous » ? Les dirigeants du P.C. et du P.S.

Qui, depuis juin 36, a freiné à chaque coup les ouvriers ? Qui a dit à ce moment : « Il faut savoir arrêter une grève » ? Qui a appelé les ouvriers à faire la pause ? Qui a employé les cotisations syndicales pour souscrire aux emprunts de la Défense Nationale ? Qui se déclare prêt à faire faire des « sacrifices » aux ouvriers pour le réarmement de l'Etat capitaliste ? Les dirigeants du P.C., du P.S. et de la C.G.T.

Les dirigeants du P.C. ont su assez habilement rejeter sur les « frères socialistes » les responsabilités des reculs et des défaites depuis deux ans ; mais leur responsabilité est d'autant plus grande qu'ils occupent les positions stratégiques dans la masse des travailleurs.

Qui dirige les Métaux, les Transports, les Cheminots, les Produits Chimiques, le Bâtiment ? Les stalinien, et non les Instituteurs. D'ailleurs, à Nantes il n'y a pas eu de désaccord sur les méthodes à employer ; la résolution contre les décrets-lois a été votée par stalinien et belinistes. La proposition de grève générale de 24 heures a été formulée aussi bien par Hénaff que par celui qu'il a appelé « vieille radoteuse », Chambelland.

Pas d'avertissements !

Des actes !

Les dirigeants de la C.G.T. discutent cet après-midi du mot d'ordre de grève générale de 24 heures. Nous disions dans notre numéro d'avant-hier : à quoi peut rimer cet « avertissement » au moment où le Gouvernement applique déjà les décrets-lois ? Après l'évacuation par les gaz de l'usine Renault, cet avertissement n'a même plus de sens. Les délibérations de la C.A. confédérale ne sont-elles pas plutôt placées devant un « avertissement » de Daladier de procéder aux réquisitions et aux mobilisations ? Qui peut croire que les dirigeants de la C.G.T. oseront pousser les actes jusqu'à leurs conséquences extrêmes ? Devant la provocation faite hier soir chez Renault, il aurait fallu lancer un ordre général de bataille jusqu'au bout. Mais, à Nantes, Delmas l'a dit et aucun orateur ne l'a contredit sur ce point : nous ne voulons pas faire la grève générale pour renverser le gouvernement et prendre le pouvoir, nous ne sommes pas partisans de faire la révolution.

Contre les décrets-lois, contre le gouvernement Daladier, les ouvriers veulent se battre, contraints par la misère à laquelle ils sont réduits à mener le combat. Mais, pour pouvoir mener ce combat victorieusement, il y a une condition première : écarter les chefs traîtres. Impossible de lutter sous la direction de ceux qui prennent les ouvriers pour des pantins dont ils tirent les ficelles : en grève, partez, arrêtez, repartez, attendez, etc... Les travailleurs n'ont pas peur de l'action, même la plus résolue ; une forte minorité vient encore de le montrer hier soir chez Renault. C'est une nouvelle direction qu'il leur faut créer pour le combat et dans le combat.

Dans certains cas, déjà les stalinien font arrêter le mouvement, notamment chez Bloch et chez Blériot, car « la France a besoin d'avions ». Mais des milliers d'ouvriers restent en grève. D'autres veulent entrer en lutte. Les provocations vont se multiplier, comme chez Renault ou dans le Nord.

Pour dissiper la confusion, pour faire progresser le combat, il faut écarter les chefs traîtres et provocateurs avec leur mot d'ordre de grève de 24 heures, tout au plus bonne à favoriser la répression. Et il faut créer, là où les ouvriers veulent se battre, des CONSEILS D'ENTREPRISES, qui prendront la liaison avec les usines voisines, qui s'adresseront à tous les travailleurs pour suivre leur exemple et pour coordonner leurs efforts entre eux par un CONGRES DES ENTREPRISES qui dirigera l'ensemble de la lutte.

Ce sont ces CONSEILS D'USINES qui prendront les mesures indispensables que les forces permettront de prendre, en assurant toujours la liaison, le rassemblement des travailleurs en lutte, la garde des locaux ouvriers, etc...

Alliance révolutionnaire

La situation, comme nous l'avons montré, pose une question de pouvoir. Les ouvriers ont besoin d'associer à eux les autres couches travailleuses de la société : ce ne sont pas les radicaux, quels qu'ils soient, qui peuvent assurer cette liaison. Les CONSEILS OUVRIERS doivent s'adresser à tous les exploités de la ville et des champs pour qu'ils constituent eux aussi leurs comités : COMITES DE PAYSANS, COMITES DE SOLDATS. La bourgeoisie juge que c'est l'« heure des mitrailleuses » ; pour les masses, cela doit signifier : c'est l'heure des SOVIETS.

Mais, ces soviets, ces conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, auront en face d'eux les mitrailleuses, les gaz de l'Etat capitaliste. A la force, on ne peut répondre que par la force. Il est faux de penser que les ouvriers sont impuissants devant le matériel moderne. Les ouvriers ont leurs méthodes de lutte, qui ne sont pas celles des stratèges de l'Etat-major. La résistance d'une minorité chez Renault a montré qu'une majorité ORGANISEE aurait triomphé de la police et des gardes mobiles. Si la résistance avait été dirigée, si les combattants avaient été groupés dans des MILICES OUVRIERES, l'ARMEMENT primaire que les prolétaires avaient constitué (les boulons, les barres de fer, le pétrole), des couteaux et des revolvers leur auraient permis de conquérir un matériel plus perfectionné. Renault a présenté en tout petit ce que l'Espagne montre en grand depuis le 18 juillet 1936 : avec des armes élémentaires, la classe ouvrière avait enrayé le coup de force fasciste à Barcelone et Madrid ; avec des armes modernes, sous une direction de Blum, de Jouhaux et de Thorez espagnols, les travailleurs succombent... au service du capital.

Les Soviets ! La Milice !

Une grande bataille est en cours. Ceux qui se revendiquent de l'avant-garde du prolétariat doivent être les premiers à comprendre les nécessités et les enseignements de cette lutte. Il ne peut s'agir de suivre au maximum les directives que les organisations ouvrières « devraient normalement décider » comme il est écrit dans un numéro spécial de Juin 36. C'est la trahison que dénonce normalement les Thorez, les Blum et les Jouhaux. Il faut aider les travailleurs à dégager une nouvelle direction par la création des Conseils d'usines. Et c'est pourquoi il importe dès maintenant que, dans chaque usine comme entre organisations d'avant-garde, se constitue une ALLIANCE DES REVOLUTIONNAIRES pour pousser à la création des Soviets.

L'expérience du Front populaire se poursuit dans le sang des ouvriers. Celui-ci ne doit pas couler en vain. C'est pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, c'est pour le socialisme, que les ouvriers feront tous les sacrifices.

Des abonnements !

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)

3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an	30 Fr.
------------	--------

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris